

Document

A propos de la question libyenne. (11)

Le 16 avril 2011

Rony Brauman, l'ex-président de Médecins sans frontières s'insurge contre le « *coup d'Etat humanitaire* » d'une guerre légale mais illégitime.

Un mois après le début des frappes aériennes contre l'armée de Kadhafi, Rony Brauman était vendredi l'invité de L'Info.com, une émission commune de France Info et de Rue89, animée par Mireille Lemauresquier.

Professeur à Sciences-Po Paris et à l'université de Manchester, Rony Brauman critique vertement l'action de l'Otan pourtant autorisée par le conseil de sécurité de l'ONU :

« Le conseil de sécurité étant la source de la loi internationale, cette guerre est légale. Je ne la trouve pas légitime pour autant, je ne la trouve pas utile pour autant et je ne la trouve pas gagnable pour autant. »

« Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs »

Rony Brauman s'explique :

« J'aurais très bien compris que l'on exerce une pression autour de Benghazi par une pression militaire, par des survols, par une attitude extrêmement active et déterminée dès lors qu'il s'agissait de prévenir un massacre à Benghazi. L'argument selon lequel cette tuerie était imminente est recevable.

On parle aujourd'hui de "dizaines de milliers de morts évités", ce qui me semble relever du registre de la propagande, mais la menace du massacres proférés par Kadhafi était à prendre au sérieux, et je comprends très bien que dans le contexte des révoltes arabes, dans le périmètre géographique où cela se situait, il y avait quelque chose à faire.

Mon opposition n'était donc pas à "faire quelque chose", mais au "quelque chose" qui a été décidé. Et cette décision a été de protéger la population libyenne dans son ensemble. Ça n'était plus briser le siège de Benghazi, mais étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Pour moi, cela signifiait le renversement du régime – et je n'ai aucun attachement au régime de Kadhafi –, ce qui signifiait déclencher une situation politique, une réaction en chaîne sur laquelle on n'avait plus aucun contrôle. D'autant plus que c'était fait à partir des airs.

On entrait dans une guerre – car renverser un régime par la force, c'est un acte de guerre – avec les mains liées dans le dos mais en donnant des coups de pieds partout. C'est-à-dire, en étant sûrs de provoquer un chaos partout, sans pour autant se donner les moyens d'atteindre l'objectif.

Je ne suis d'accord ni sur la méthode, ni sur les objectifs. Je pense que l'époque où il était envisageable d'aller révoquer des dirigeants pour les remplacer par d'autres, de choisir les régimes qui convenaient aux puissants est révolue.

Elle n'est pas seulement révolue sur le plan moral, sur le plan politique, elle est aussi révolue sur le plan pratique. Car le niveau de violence qu'il faut utiliser pour imposer sa volonté est désormais interdit. »

« La position que je défends est difficile »

« La position que je défends est difficile. Mais nous n'avons le choix qu'entre des positions difficiles : ne rien faire du tout, faire un peu, ou faire trop.

- Ne rien faire du tout, c'était extrêmement coûteux, moralement, politiquement ;

- faire un peu, c'était le compromis qui aurait été à mon avis souhaitable, c'est-à-dire affirmer un soutien politique et donner au rapport de force en faveur des insurgés une réalité un peu plus substantielle ;

- entrer dans une guerre, qui est, qu'on le veuille ou non, d'agression, une "guerre juste" au titre de la "responsabilité de protéger" des Nations unies. Je suis de ceux qui critiquent ce mécanisme car plutôt que de "protéger", on devrait plutôt parler de "coup d'Etat humanitaire". »

« **Donner un peu d'air aux Libyens et éviter un massacre** »

« Quand on s'insurge, quand on se soulève, on prend des responsabilités, et il faut être capable de les assumer. Lorsqu'on lutte contre un pouvoir, avec l'idée naturellement de le renverser, il faut se donner un rapport de force interne, il faut le construire. S'il s'agit de s'appuyer sur des forces extérieures, là on rentre dans les rapports entre la minorité et les empires qui a caractérisé l'époque impériale, et on va droit à la catastrophe.

Je ne crois pas que cela soit un service durable à une insurrection que de venir avec les gros sabots des armées étrangères pour en assurer la consistance militaire.

Notre responsabilité est celle d'intervenant extérieur, de spectateur, de voisin aussi, ce qui n'est pas indifférent. Il fallait faire quelque chose de ponctuel, pour leur donner un peu d'air et éviter un massacre. Mais pour le reste, il fallait assumer publiquement que le renversement de Kadhafi était l'affaire des Libyens et pas celle des puissances étrangères. »

L'Afghanistan, scénario catastrophe de la Libye ?

« L'intervention d'Afghanistan, il y a dix ans, avait un but irrécusable et accepté par tous, qui était de détruire les bases à partir desquelles l'attaque du 11-Septembre avait été lancée. Ça, personne ne le contestait.

Ensuite, il s'est agi de détruire le régime, et ensuite de construire une nation, puis de construire la paix, de protéger la population contre les talibans... Et ça donne la guerre la plus longue dans laquelle sont engagés les Etats-Unis.

Nous menons là-bas une "guerre des droits de l'homme" qui se solde par des milliers et des milliers de morts, et des bavures, une haine croissante contre les forces d'occupation étrangères, 200 000 hommes au sol, des milliards de dollars dépensés en pure perte, un régime accusé de corruption, redevenu le premier producteur de drogue au monde.

Bien sûr qu'il ne fallait pas aller en Afghanistan ! Il faut d'ailleurs s'habituer à l'idée que le monde ne nous demande pas comme shérifs, que nous ne sommes pas le juge de la planète, que cette époque est révolue, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Je suis scandalisé, révolté, de voir que Obama, Cameron, et Sarkozy, peuvent publier une tribune expliquant que Kadhafi doit partir. De quel droit peuvent-ils dire ça ? Du droit du plus fort ? » (Rue89 15.04)

Commentaire d'un internaute.

- "Une position intelligente, motivée, argumentée.

J'ai lu beaucoup de tribunes sur l'impérialisme occidental, le Sarkozy va-t'en-guerre... Mais assez peu avec un point de vue constructif et posé. C'est ici le cas.

Le problème majeur vient finalement du fait que les insurgés sont trop faibles. Ils semblent donc incapables d'incarner une alternative politique crédible rapidement, et de vaincre l'armée libyenne par les armes.

Et c'est bien là le problème. Si on laisse Kadhafi en place alors que les insurgés ne sont pas totalement organisés, on peut imaginer le sort qu'il leur réservera à plus ou moins long terme.

Intervenir de façon très modérée peut permettre un status-quo, mais ne permet pas un règlement du conflit, alors que Kadhafi et les insurgés ne vont rien lâcher.

Finalement, la position des grandes puissances n'est pas vraiment légitime, mais la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit..."

Commentaire.

Je ne partage évidemment pas toutes les positions de Mr Brauman, loin de là, par contre il a raison de condamner la déclaration commune d'Obama, Cameron et Sarkozy ou d'affirmer que le renversement de Kadhafi est exclusivement l'affaire du peuple libyen lui-même. Par ailleurs, libre à lui de s'identifier aux gouvernements français qui se sont succédés depuis 10 ans quand il dit "*nous menons là-bas*", comme si ces gouvernements avaient eu une quelconque légitimité du point de vue des intérêts de la majorité de la population en France, ce que nous récusons, ils ne représentent que les intérêts du capital, donc ceux d'une infime partie de la population, à ce titre ils étaient antidémocratiques et celui de Sarkozy-Fillon encore plus que ses prédécesseurs...

Il a raison de dire qu'on aurait pu accepter un "*compromis*" qui aurait consisté à ne pas condamner une intervention militaire ponctuelle, afin d'empêcher que la population libyenne qui s'était soulevée contre Kadhafi ne se fasse massacrer, c'est la position que je défends également.

Ce qu'il n'a pas compris, semble-t-il, bien qu'il l'évoque, c'est que c'était prendre le risque de mettre le doigt dans l'engrenage d'une guerre sans fin, sans en mesurer les conséquences au niveau des destructions et des morts qu'elle causerait inévitablement. Il ne tient pas compte non plus que ce soulèvement ne s'est pas réduit à l'est de la Libye, même s'il a été largement étouffé à Tripoli et sa région, tandis que les va-t-en-guerre occidentaux avaient misé sur un soulèvement général qui ne s'est pas produit, non pas que la population y était opposée, mais parce qu'elle n'y était pas préparée politiquement, ajoutons militairement puisqu'elle devait affronter une dictature militaire dirigée par un despote qui n'hésiterait pas à la réprimer féroce et la mitrailler à la première tentative de manifestation, pacifique ou désarmée, ce qui s'est d'ailleurs produit à Benghazi à la mi-février et a signifié le début de ce soulèvement.

Mr Brauman fait peut-être preuve d'un certain courage en développant une analyse qui va à contre-courant des positions défendues par ceux qui soutiennent cette intervention militaire et ceux qui y sont farouchement opposés, mais il ne va pas jusqu'au bout. Il ne tient pas compte non plus de la personnalité du dictateur au pouvoir, il ne mentionne pas, dans sa déclaration dont je n'ai eu que des extraits je préfère le préciser, que ce n'est pas la première fois que le peuple libyen tente de se soulever pour renverser Kadhafi et qu'à chaque fois, cela s'est terminé par des milliers d'arrestations ou enlèvements, et que les opposants ou déclarés comme tels par le régime, ont été torturés, puis liquidés froidement ou ont disparu à jamais, sans qu'ait eu lieu le moindre procès, il ne s'est même pas donné la peine de monter un simulacre de procès pour les juger, non, il les a abattus comme des chiens atteints de la rage.

Effectivement nous sommes face à un dilemme, et l'attitude la plus confortable consiste à se ranger dans le camp de ceux qui soutiennent cette intervention militaire ou celui de ceux qui y sont farouchement opposés, dans les deux cas au nom de principes et sans tenir compte de la complexité de la situation sur le terrain. Cet internaute a raison de dire que "*la position de Mr Brauman ne permet pas de sortie du conflit*" parce qu'il ne va pas au bout de son analyse ou parce qu'il ne prend pas en compte la totalité des facteurs qui composent la situation en Libye et la manière dont ils peuvent évoluer ainsi que leurs rapports.

Soit Mr Brauman connaît mal Kadhafi et son régime, soit il parle à la légère. Il n'a pas condamné le soulèvement du peuple libyen contre le dictateur, mais il ne semble pas comprendre que la seule réponse qu'y apporterait Kadhafi serait forcément une répression féroce et sanglante, sans qu'il soit nécessaire ici d'évoquer une intervention militaire extérieure, par ce seul fait, que la population de l'est de la Libye réussisse cette fois à se soulever en masse contre le dictateur, ce que personne ne nie il faut préciser, ne

pouvait se terminer que de deux manières possibles : soit Kadhafi envoyait son armée pour écraser ce soulèvement et on n'en parlait plus, soit il ne parvenait pas à l'écraser et le pays se retrouvait divisé entre deux entités : à l'ouest, la Tripolitaine où règne Kadhafi et son clan, à l'est, la Cyrénaïque où le soulèvement de la population a été général, avec Benghazi comme capitale.

En résumé.

Nous ne sommes ni favorable à une intervention militaire extérieure, nous ne sommes pas davantage favorable à une partition de la Libye, mais nous ne sommes pas non plus favorable à l'écrasement de ce soulèvement révolutionnaire par le dictateur Kadhafi. Maintenant compte tenu de la personnalité de Kadhafi, de ses "*glorieux*" faits d'arme passés contre son peuple, de la dictature qu'il lui impose depuis 42 ans, il paraissait évident que la partition du pays était inscrite dès le premier jour comme la conséquence inévitable du soulèvement à l'est de la Libye, à partir du moment où les insurgés conserveraient le contrôle de cette région.

Par contre, nous sommes contre la poursuite des bombardements à l'ouest de la Libye, parce qu'ils sont les préludes et le prétexte à une escalade militaire de la part de l'OTAN dont la population civile sera la principale victime, de la même manière que nous condamnons la déclaration d'Obama, Cameron et Sarkozy. Par conséquent les forces révolutionnaires présentes à l'ouest de la Libye doivent abandonner leurs positions à Misrata et se replier sur Ras Lanouf ou au-delà de cette ville située à proximité de Syrte, un des bastions de Kadhafi, sur une ligne coïncidant avec le passage en territoire Cyrénaïque.

On peut maintenant extrapoler ou refaire l'histoire et regretter que la population de l'ouest de la Libye n'ait pas trouvé la force de se soulever en masse contre le dictateur, nous avons déjà expliqué pourquoi en détails à maintes reprises pour ne pas y revenir ici ; Kadhafi et son clan tenant d'une main de fer son fief, où se trouve la capitale Tripoli, le siège de son pouvoir et le gros de son armée, la population privée de partis politiques, donc pas préparée politiquement à affronter Kadhafi, il était pratiquement inévitable que le dictateur garde la main sur son fief et c'est ce qui s'est produit.

Une dernière chose.

On a le choix entre analyser la situation en Libye en prenant en compte la totalité des facteurs et des acteurs en présence, soit l'analyser à partir d'a priori, de partis pris ou d'idées préconçues, de principes élevés au rang de dogmes, ajoutons y des exemples tirés du passé ou des situations jugées similaires et qui ne le sont pas vraiment, ou de se livrer à des comparaisons pas toujours très judicieuses ou carrément fallacieuses.

On peut aussi analyser la situation en Libye à partir des intentions affichées, supposées ou camouflées des différentes parties en présence ou qu'on leur prête, leur accorder consciemment ou non une prépondérance sur les faits, toujours est-il et quelles que soient les manœuvres et les efforts déployés par les uns ou les autres pour que la situation évolue dans un sens ou un autre, ce sont finalement les masses qui décident en dernière instance du sort de leur révolution, avec leurs convictions, leur faiblesse politique, et bien sûr leurs illusions.

Cela étant dit, nous refusons de nous substituer aux masses révolutionnaires libyenne et de décider à leur place de quelle manière elles peuvent mettre fin à cet affrontement armé contre Kadhafi, nous refusons de porter un jugement sur les moyens qu'elles comptent employer pour éviter de se retrouver encore pendant de longues années sous le joug du dictateur et en proie à sa terrible vengeance si elles se rendaient, et nous refusons de condamner toute issue politique qui leur permettrait de conserver leur dignité et leur donnerait la possibilité de conquérir des droits politiques et sociaux, les mettant toutefois sérieusement en garde envers les dirigeants du Conseil national de transition (CNT) qui siègent à Benghazi, car c'est à elles seules que revient le droit de former leur propre gouvernement et Etat éventuellement, si la partition du pays devenait effective. Sur la question précise du CNT, on est en droit de faire preuve d'un optimisme mesuré, si on ne surestime pas le niveau de conscience politique des travailleurs et jeunes engagés dans cette révolution, on ne doit pas non plus les sous-estimer et les prendre pour des demeurés, les éléments qui nous sont parvenues sur les dirigeants du CNT, leur passé au côté de Kadhafi, ces travailleurs et jeunes les ont à l'esprit en permanence et les connaissent beaucoup mieux que nous. La même réflexion vaut sur l'idée qu'ils se font des intentions de la coalition impérialiste qui bombarde l'artillerie de Kadhafi ou sur Al-Qaïda

Faisons confiance aux masses, plaçons-nous résolument à leur côté, de toutes manières que vous le vouliez ou non, il est impossible de revenir en arrière, il n'y a que les poltrons, les hypocrites et les crétins pour ne pas en convenir.